



COMMISSARIAT A L'ENERGIE ATOMIQUE ET AUX ENERGIES ALTERNATIVES
CEA PARIS-SACLAY
91191 GIF-SUR-YVETTE CEDEX

Affaire suivie techniquement par :

Mme Mireille PEIRE Mohamed BENMEHIDI
DG/CEAPSAC/DSPS/SPST FAR
Téléphone: 01 46 54 95 05
Mirueille.peire@cea.fr

Affaire suivie commercialement par :

Mme Pauline BOUÇA-BESSEAU
Service des Marchés et Achats
Téléphone : 01.69.08.50.11
pauline.bouca-besseau@cea.fr

**Transport d'échantillons biologiques pour le
compte du CEA Paris-Saclay**

Référence projet d'accord-cadre n°B26-01383-PBB

XXXX = Sera complété par le CEA lors de l'émission des accords finaux

... (à compléter par le soumissionnaire) = Doit être complété par le soumissionnaire pour la remise de l'offre

Entre

Le **Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives**, établissement à caractère scientifique, technique et industriel dont le siège est situé Bâtiment Le Ponant D - 25 rue Leblanc à Paris 15^{ème} - immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro RCS Paris B 775 685 019, représenté par Guy Marc DECROIX, en qualité de Chef du Département de Sécurité Protection Santé (DSPS)

ci-après dénommé « le CEA »,

Et

La société , domiciliée , inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de sous le numéro RCS représentée par , en qualité de

Ou si groupement

- La société , domiciliée , inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de sous le numéro RCS représentée par , en qualité de
- La société , domiciliée , inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de sous le numéro RCS représentée par , en qualité de

constituées en un groupement momentané d'entreprises solidaires, dont le mandataire est la société

ci-après dénommée « le Titulaire »,

Ci-après désignés individuellement par la « Partie » et collectivement par les « Parties ».

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT :

CEA PARIS-SACLAY

Service des Marchés et Achats (SMA)
Centre CEA Saclay | Bât 530 | PC 98 |
91191 Gif-sur-Yvette Cedex

Établissement public à caractère industriel et commercial | RCS Paris B 775 685 019



SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET	3
ARTICLE 2 - DOCUMENTS APPLICABLES.....	3
ARTICLE 3 - ETENDUE DE LA PRESTATION.....	4
ARTICLE 4 - OBLIGATIONS DES PARTIES	5
ARTICLE 5 - CLAUSE ENVIRONNEMENTALE	5
ARTICLE 6 - CLAUSE SOCIALE	5
ARTICLE 7 - CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION	6
ARTICLE 8 - QUALITE	6
ARTICLE 9 - REMISE DE LIVRABLES.....	7
ARTICLE 10 - DELAIS D'EXECUTION – DUREE	7
ARTICLE 11 - INTERLOCUTEURS	8
ARTICLE 12 - REUNIONS	8
ARTICLE 13 - RECEPTION	9
ARTICLE 14 - MONTANT.....	9
ARTICLE 15 - REVISION	10
ARTICLE 16 - CONDITIONS DE FACTURATION	10
ARTICLE 17 - CONDITIONS DE PAIEMENT	11
ARTICLE 18 - SOUS-TRAITANCE	11
ARTICLE 19 - PENALITES.....	12
ANNEXE 1 - PERSONNEL DU TITULAIRE	13
ANNEXE 2 - MODELE DE BON DE COMMANDE POUR LES PRESTATIONS SUR BORDEREAU DE PRIX OU UNITES D'ŒUVRE (BPU).....	16

ARTICLE 1 - OBJET

1.1 Dispositions générales

Le présent accord-cadre définit les conditions selon lesquelles le CEA confie au Titulaire, qui accepte, la réalisation du transport d'échantillons biologiques du CEA de Fontenay-aux-Roses (sites de Fontenay aux Roses et d'Evry) au CEA Saclay.

1.2 Unité bénéficiaire

La prestation est effectuée pour le compte de la Direction Générale, Département de Sécurité Protection Santé, Service de Prévention et de Santé au Travail.

ARTICLE 2 - DOCUMENTS APPLICABLES

2.1 Dans la mesure où leurs dispositions ne sont pas contraires à celles du présent accord-cadre et de ses annexes, lesquelles prévalent, les documents ci-après sont applicables par ordre de priorité décroissante :

- les questions complémentaires du CEA sur l'offre du Titulaire réf XXXXXXXX du XXXXXXXX
- le dossier de consultation du CEA référencé B26-01383-PBB, avec, faisant partie intégrante de celui-ci, et par ordre de priorité décroissante :
 - le relevé de questions réponses avant remise des offres réf XXXXX du XXXX
 - les Spécifications Techniques constituées des pièces suivantes :
 - le cahier des charges référencé du 24/04/
 - le règlement intérieur du CEA Paris-Saclay-Etablissement de Fontenay-aux-Roses ;
 - le règlement intérieur du CEA Paris-Saclay-Etablissement de Saclay,
 - la consigne intitulée « Instructions Générales de Sécurité applicables aux Entreprises Extérieures et aux organismes en collaboration travaillant sur le Centre CEA Paris-Saclay » référencée DRF/P-SAC/CQSE/CO/01 indice A d'avril 2018,
 - les Conditions Générales d'Achat (CGA) applicables aux marchés passés par le CEA (édition de janvier 2022) ;
 - le Cahier des Clauses Sociales Particulières (C2SP) référencé DAPS/DIR/2021-001 du 12 janvier 2021 ;
- à titre supplétif, la proposition du Titulaire référencée
incluant notamment la réponse en terme d'analyse environnementale du
et les réponses aux questions complémentaires
référence XXXX du XXX.

- 2.2** Le Titulaire reconnaît expressément avoir pris connaissance et accepté les documents ci-dessus. Ses conditions générales de vente, hormis celles issues de dispositions légales impératives, sont inopposables quelle qu'en soit la forme.

ARTICLE 3 - ETENDUE DE LA PRESTATION

3.1 Spécifications techniques

Le Titulaire s'engage à exécuter les prestations, objet du présent accord-cadre à bons de commande, conformément aux conditions définies par le cahier des charges cité *supra*.

3.2 Modalités d'émission des bons de commande

Les prestations seront rémunérées sur la base des unités d'œuvre définies à l'article « Montant » du présent accord-cadre. Le Titulaire ne pourra exécuter ces prestations qu'après avoir reçu une demande écrite du CEA formalisée par un bon de commande dont le modèle figure en annexe 2.

Chaque bon de commande précisera :

- La référence du présent accord-cadre ;
- L'(les) unité(s) d'œuvre commandée(s) ;
- Le(s) lieu(x) de réalisation visé(s) ;
- Le montant total pour ledit bon de commande.

Les bons de commande seront envoyés par courriel au Titulaire au moins 15 jours calendaires avant la date de démarrage des prestations correspondantes.

3.3 Etendue des prestations

Les unités d'œuvre ont pour objet les prestations exposées ci-après et décrites au cahier des charges :

BPU	Intitulé
BPU 1	transport du site de Fontenay-aux-Roses à Saclay
BPU 2	transport du site d'EVRY à Saclay
BPU 3	transport urgent du site de Fontenay-aux-Roses à Saclay
BPU 4	transport urgent du site d'EVRY à Saclay

Ces prestations seront rémunérées sur la base des bordereaux de prix unitaires (BPU) mentionnés à l'article « Montant » de l'Accord Cadre. Le Titulaire ne pourra exécuter ces prestations qu'après avoir reçu une demande du CEA formalisée par un bon de commande dont le modèle figure en en annexe.

Les Parties peuvent convenir de la création de nouveaux BPU au cours de l'exécution du marché dans les conditions et modalités suivantes :

- l'objet des BPU sont de même nature en termes de spécifications techniques que celles définies dans le marché initial et/ou s'avèrent nécessaires à la réalisation des prestations,
- le chiffrage des BPU complémentaires est établi sur la base des montants en vigueur et définis contractuellement ou du montant d'une prestation sur devis préalable générée dans le cadre de l'exécution du marché (FDMDP) et ayant un objet similaire,
- à titre exceptionnel, le CEA formalise cette évolution et son accord par un courrier co-signé par les Parties. Les nouveaux BPU sont applicables dès réception par le Titulaire de ce courrier co-signé, sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant.

ARTICLE 4 - OBLIGATIONS DES PARTIES

4.1 Obligations du Titulaire

4.1.1 Obligation de résultat

La prestation, dont le Titulaire assure la direction et assume l'entière responsabilité, sera en tout point conforme aux exigences définies dans les Spécifications Techniques et est assortie d'une obligation de résultat.

Il appartient au Titulaire de prendre toutes les dispositions qu'il jugera nécessaires et de demander aux interlocuteurs du CEA toutes les informations requises pour satisfaire à l'obligation de résultat.

4.1.2 Obligation de conseil

Le Titulaire reconnaît être tenu à une obligation générale de conseil et de mise en garde du CEA.

Le Titulaire est expressément tenu au fur et à mesure de l'exécution des prestations qui lui sont dévolues au titre de l'accord-cadre, au devoir de conseil et d'information le plus étendu lequel consiste notamment à informer complètement le CEA sur les conséquences des différentes décisions qu'il peut être amené à lui faire prendre, à attirer son attention lorsqu'il décèle des risques de quelque nature que ce soit, à lui suggérer les démarches ou solutions utiles au parfait et complet accomplissement de sa prestation et plus généralement à protéger au mieux les intérêts du CEA.

4.2 Obligations du CEA

Le cas échéant, le CEA mettra à disposition du Titulaire tout document et informations nécessaires à l'exécution du présent accord-cadre.

Dans l'hypothèse d'une indisponibilité des éléments précités, les Parties se rapprocheront pour en définir l'incidence sur l'exécution de l'accord-cadre.

ARTICLE 5 - CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

Le Titulaire doit respecter les dispositions prévues en la matière dans les Spécifications Techniques et celles complétées dans son offre.

Le Titulaire doit mettre en œuvre, dans le cadre de l'exécution de l'accord cadre, toutes mesures visant la réduction des impacts environnementaux, notamment l'empreinte carbone.

Le Titulaire s'engage à :

- privilégier des supports et des modes de transports respectueux de l'environnement et faiblement émetteur en CO2 et à optimiser les déplacements,
- produire des livrables sur des supports respectueux de l'environnement,
- sensibiliser les intervenants aux problématiques environnementales.

ARTICLE 6 - CLAUSE SOCIALE

Le Titulaire s'engage, par ses mesures de politique sociale, à promouvoir l'égalité et la mixité professionnelle en faveur des profils susceptibles d'être affectés à l'exécution des prestations ou participant de manière directe ou indirecte à l'accord-cadre en justifiant d'actions spécifiques menées pendant la durée de l'accord-cadre.

Le Titulaire produira à cet effet, à la date anniversaire de l'accord-cadre une note annuelle retraçant les actions et initiatives qu'il aura entreprises durant cette période

ARTICLE 7 - CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION

7.1 Moyens mis en œuvre par le Titulaire

Le Titulaire prend en charge l'ensemble des consommables ayant trait à l'exécution des prestations même lorsque cette exécution s'effectue dans les locaux du CEA.

Le Titulaire fournit à son personnel et sous sa seule responsabilité le matériel nécessaire à l'exécution de l'accord-cadre conformément aux dispositions de l'article 18.2 des CGA.

Le Titulaire veille à ce que son personnel n'utilise pas les matériels appartenant au CEA qui ne sont pas mis normalement à sa disposition dans le cadre de l'accord-cadre.

Si des matériels appartenant au CEA étaient prêtés au Titulaire, celui-ci les mettrait en œuvre sous sa seule responsabilité et selon les modalités de l'article 19 des CGA

7.2 Horaires d'intervention

Les horaires d'ouverture du CEA Paris-Saclay sont de 7h00 à 20h45 sur le site de Saclay et 7h30 à 20h, sur le site de Fontenay-aux-Roses et Evry, du lundi au vendredi inclus en dehors des jours fériés et des jours programmés de fermeture décrétés par le CEA.

Pour l'année 2026, ces derniers sont les suivants :

- vendredi 2 janvier,
- vendredi 15 mai,
- lundi 13 juillet,
- lundi 10 août au vendredi 14 août,
- lundi 28 décembre au jeudi 31 décembre

Les jours de fermeture pour les années suivantes seront communiqués au Titulaire, à sa demande, en début d'année.

Le Titulaire intervient de manière nominale pendant les horaires de travail du personnel CEA soit de 8 h 30 à 17 h10 du lundi au vendredi. Si le CEA en fait la demande ou si le Titulaire souhaite réaliser sa prestation en dehors de ces horaires de travail, ou sur un jour programmé de fermeture du CEA, tout en restant dans la plage horaire d'ouverture, il doit obtenir l'accord préalable du Chef de l'Installation et du responsable technique CEA.

Si exceptionnellement un travail doit être effectué ou se prolonger en dehors des horaires convenus, le responsable du Titulaire doit à nouveau obtenir l'accord préalable du Chef de l'Installation et du responsable technique CEA.

7.3 Personnel du Titulaire

Les dispositions applicables au personnel du Titulaire sont décrites en annexe 1 au présent accord-cadre.

ARTICLE 8 - QUALITE

Le Titulaire appliquera les règles relatives aux normes ISO 9001 et ISO 14001 (dernières versions en vigueur). Il établira un Plan Qualité particulier (PQP) relatif à la prestation.

Le CEA se réserve la possibilité d'effectuer les vérifications concernant le fonctionnement effectif du système Qualité. A cette fin, le Titulaire laisse libre accès, dans les horaires normaux, à ses

installations et facilite les audits qualité effectués par du personnel CEA ou mandaté par le CEA. Ces vérifications ne diminuent en rien la responsabilité du Titulaire.

S'il apparaît que certaines dispositions du système Qualité sont inappliquées, notification en est faite au Titulaire qui présente au CEA, dans les délais requis, les modifications nécessaires.

ARTICLE 9 - REMISE DE LIVRABLES

9.1 Livrables à remettre

Au titre de l'exécution du présent accord-cadre, le Titulaire est tenu de remettre au CEA l'ensemble des livrables mentionnés dans les Spécifications Techniques (§ F).

9.2 Validation et support des livrables

Le Titulaire soumettra les livrables à la validation du CEA. Il prévoit en outre, à ses frais et risques, la révision de l'ensemble de ces livrables en fonction des remarques du CEA.

Le CEA disposera d'un délai de 15 jours ouvrés à compter de la date de remise des livrables pour faire part au Titulaire de son accord ou de ses remarques éventuelles sur le contenu et la présentation des livrables.

En cas de remarques, le Titulaire prendra en compte, sans frais supplémentaires pour le CEA, les demandes de rectifications formulées par le CEA, ceci dans un délai maximum de 15 jours ouvrés. Ces rectifications devront également être validées par le CEA.

Le fait que le CEA approuve ou valide tout ou partie des livrables ne diminue ou ne limite en aucune manière la responsabilité du Titulaire.

9.3 Format des documents

Tous les livrables remis par le Titulaire au CEA seront réalisés sur des supports compatibles avec ceux utilisés par le CEA.

Les livrables validés seront remis au CEA sous la forme d'un exemplaire sous format numérique (format .pdf et format natif).

9.4 Documents CEA

Les documents remis au Titulaire par le CEA seront rendus à ce dernier à l'échéance de l'accord-cadre quelle qu'en soit la cause.

ARTICLE 10 - DELAIS D'EXECUTION – DUREE

10.1 Délais d'exécution

Le Titulaire s'engage à respecter les délais mentionnés dans le cahier des charges et rappelés dans chaque bon de commande.

10.2 Durée

La durée du présent accord-cadre est fixée pour une période de 3 (trois) ans allant du 27/07/2026 au 26/07/2029 (inclus).

ARTICLE 11 - INTERLOCUTEURS

Pour l'exécution du présent accord-cadre, les Parties désignent comme interlocuteurs :

Fonction	Nom	tél	mail
- Pour le CEA :			
Chef du Service de Prévention et de Santé au Travail	M.BENMEHIDI Mohamed	01 46 54 91 85	mohamed.benmehidi@cea.fr
CI de l'installation 504 BAT15	Mme PEIRE Mireille	01 46 54 95 05	mireille.peire@cea.fr
- Pour le Titulaire			
Responsable technique	M.@.....
Responsable Sécurité	M.@.....

Le rôle et les missions du Responsable Sécurité sont définis à l'article 13.5 des CGA.

Les interlocuteurs du Titulaire, désignés ci-avant, ont qualité pour le représenter vis-à-vis du CEA.

Au cas où ces responsables ou un membre de l'équipe, serait remplacé, le Titulaire s'engage à avertir le CEA dans les meilleurs délais. Une période de recouvrement d'une durée d'un (1) mois sera effectuée aux frais du Titulaire, afin de procéder aux transferts d'informations, et aux différentes modalités administratives internes au CEA. Le Titulaire s'engage à procéder au remplacement par du personnel de qualification et d'expérience jugées au moins équivalentes.

ARTICLE 12 - REUNIONS

12.1 Dispositions générales

Pour suivre l'exécution de l'accord-cadre, les Parties tiendront des réunions, dans les locaux du CEA, dont la date de tenue sera déterminée d'un commun accord.

12.2 Réunion de démarrage

Une réunion de démarrage sera effectuée dans les locaux du CEA Paris-Saclay, au plus tard deux semaines après la signature de l'accord-cadre.

12.3 Réunions spécifiques

En fonction de l'évolution des prestations ou afin de traiter des points spécifiques pouvant être d'ordre techniques, commerciaux ou contractuels, les interlocuteurs techniques pourront se réunir, sans frais supplémentaire, à la demande de l'une ou l'autre Partie par échange de correspondances.

12.4 Compte-rendu

Chaque réunion fera l'objet d'un compte-rendu établi par le Titulaire et envoyé au CEA pour validation dans un délai d'une semaine suivant la date de réunion.

Après acceptation formelle du CEA, par accord dûment signé par l'interlocuteur technique du CEA, ce compte-rendu sera diffusé par le Titulaire selon une liste définie par le CEA. En aucun cas, un compte-rendu non accepté ne pourra faire l'objet d'une diffusion.

ARTICLE 13 - RECEPTION

Les prestations réalisées au titre de chaque bon de commande feront l'objet d'une réception prononcée après acceptation sans réserve par le CEA des prestations visées par ledit bon de commande et de l'ensemble des livrables durant la période considérée conformément aux conditions prévues au chapitre 11 des CGA.

ARTICLE 14 - MONTANT

14.1 Montant maximum de l'accord-cadre

Le montant maximum des prestations confiées au titre du présent accord-cadre est plafonné à la somme de **80 000 € HT (QUATRE VINGT MILLE EUROS HORS TAXES)** pour la durée totale de l'accord-cadre à bons de commande.

Ce montant est estimatif et ne saurait engager le CEA quant au volume réel des prestations à réaliser. En aucun cas, le Titulaire ne pourra engager d'opération au-delà du montant indiqué ci-dessus sans autorisation préalable et écrite du CEA et ce, sous peine de non-règlement des dépenses excédentaires.

Le Titulaire s'engage à alerter le CEA lorsque les consommations et le chiffre d'affaires réalisé sur cet accord atteint 70% du montant maximum.

14.2 Montants applicables aux bons de commande

Les prestations font l'objet de BPU associées aux forfaits unitaires et forfaitaires suivants :

Ces prestations seront rémunérées sur la base des forfaits unitaires et forfaitaires suivants :

BPU n°	Intitulé	Montant unitaire € HT
BPU 1	transport du site de Fontenay-aux-Roses à Saclay
BPU 2	transport du site d'EVRY à Saclay
BPU 3	transport urgent du site de Fontenay-aux-Roses à Saclay
BPU 4	transport urgent du site d'EVRY à Saclay

En cas d'ajout de nouveaux BPU, selon les dispositions de l'article 3 de l'accord-cadre, le montant de ces BPU complémentaires est défini dans le courrier signé contradictoirement par les Parties.

- 14.3** Les prix fixés ci-dessus comprennent l'ensemble des frais et notamment les frais de main d'œuvre du Titulaire, les frais de déplacement et d'hébergement, les frais d'établissement et de relecture, de reproduction, de correction, des documents nécessaires à l'exécution des prestations de sorte qu'aucun supplément de quelque nature que ce soit ne puisse s'ajouter.

14.4 Caractère des prix

Le montant des prestations est réputé être établi sur la base des conditions économiques du mois de XXXX (mois de remise de l'offre finale).

Les montants visés ci-dessus ont un caractère révisable et sont réputés être établis sur la base des conditions économiques du mois de XXXX (mois de remise de l'offre).

ARTICLE 15 - REVISION

Les prix mentionnés à l'article 14 *supra* et aux annexes correspondantes sont révisibles annuellement à compter de la deuxième année d'exécution des prestations, soit au mois de **juillet 2027**.

Pendant le mois précédent la date de révision de l'année concernée, le Titulaire transmet par écrit au Service des Marchés et Achats (SMA) du CEA Paris-Saclay une proposition de coefficient de révision, arrondi au millième inférieur, valable pour l'année à venir et basée sur l'application des formules suivantes :

$$C = 0,15 + 0,65 \times \frac{ICHTrevTS}{ICHTrevTS_0} + 0,20 \times \frac{FSD2}{FSD2_0}$$

dans lesquelles :

$ICHTrevTS_0$ = valeur de l'indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - Industries mécaniques et électriques (**identifiant publié à l'INSEE n° 00156xxxx**), du mois de **XXX 2026 [mois de remise de l'offre] soit XXX**,

$FSD2_0$ = valeur de l'indice frais et services divers - modèle de référence n°2, (**identifiant publié au Moniteur**), du mois de **XXX 2026 [mois de remise de l'offre] soit XXX**,

$ICHTrevTS, FSD2$ = dernière valeur connue de ce même indice, publiée au 1^{er} du mois précédant la date de révision annuelle (**soit au 1^{er} aout 2027**).

Le coefficient ainsi calculé s'appliquera de manière non rétroactive et à chaque facturation du Titulaire pour l'année à venir.

Toute révision ne pourra être effective qu'après accord écrit du SMA du CEA Paris-Saclay, donné dans le mois qui suit la date de réception de la proposition du Titulaire. Le CEA se réserve également la possibilité de faire exercer la révision des prix ; l'application de la formule de révision ayant vocation à s'appliquer à la hausse comme à la baisse.

Les Parties conviennent que si des modifications venaient affecter l'existence, la composition et/ou la définition des indices prévus dans le marché, les indices de substitution proposés par l'INSEE s'appliqueront de plein droit. Cette modification sera actée par le CEA et adressée au Titulaire par courrier.

Dans le cas où ces dispositions n'auraient pas été respectées par le Titulaire, celui-ci s'engage expressément et par avance, si le CEA lui en fait la demande, à l'application des prix non révisés et, le cas échéant, à établir les avoirs correspondants si des factures ont été effectivement payées.

Toute proposition transmise en dehors du délai fixé ci-dessus ne sera pas prise en compte par le CEA.

ARTICLE 16 - CONDITIONS DE FACTURATION

16.1 Prestations sur bordereau de prix

Les prestations sur bordereau de prix seront facturées mensuellement à terme échu et toutes taxes incluses, à la réception des prestations réalisées. Elles seront rémunérées selon les dispositions prévues à l'article « Montant » du présent accord-cadre.

16.2 Modalités de facturation

Conformément aux articles L. 2192-1 et suivants du Code de la Commande Publique, les factures doivent être adressées au CEA via le Portail Chorus Pro de l'Etat (<https://chorus-pro.gouv.fr>). Les

pièces justificatives attestant de l'acceptation des prestations par le CEA (PV signés des deux Parties, bon de livraison,...) doivent être transmises en même temps que les factures via CHORUS PRO.

Pour être prise en considération, chaque facture émise par le Titulaire ou le co-traitant au titre du présent accord-cadre doit être conforme à la réglementation relative à la facturation électronique précisée notamment par l'instruction du 22 février 2017 relative au développement de la facturation électronique et comporter en particulier les informations suivantes :

- le numéro SIRET du CEA : 775 685 019 00587,
- le code service : FAR-C,
- le numéro de commande (n° 4000XXXXXX).

A rajouter en cas de GME

Dans le cas d'un groupement momentané d'entreprise (GME), les factures peuvent être émises par le mandataire du GME, Titulaire de cet accord-cadre et / ou par son cotraitant. Dans tous les cas, les montants des factures devront être conformes à l'article MONTANT de l'accord-cadre et les factures devront être contre signées par le mandataire et son co-traitant. En aucun cas, la somme des montants facturés par le mandataire et son co-traitant ne pourra excéder le montant de l'échéance de facturation. Dans le cas contraire, les factures excédentaires seront rejetées et le CEA ne saurait être tenu pour responsable.

Le(s) numéro(s) SIRET qui sera/seront utilisé(s) par le Titulaire (et éventuellement son co-traitant) pour faire parvenir les factures et recevoir les paiements sera/seront le/les suivant(s) :

Dénomination du Titulaire de l'accord-cadre:

Numéro SIRET :

Dénomination du cotraitant du Titulaire :

Numéro SIRET :

- 16.3** Les prestations périodiques seront facturables à terme échu, les factures émises avant le terme étant réputées avoir été émises le jour suivant la date du terme.

16.4 Régime fiscal

Le présent accord-cadre est soumis à la taxe sur la valeur ajoutée au taux en vigueur au jour du fait générateur. Chaque terme de paiement, sera assorti de la TVA.

Le Titulaire du présent accord-cadre s'engage à indiquer sur ses factures s'il est autorisé par l'administration fiscale à acquitter la TVA d'après les débits.

ARTICLE 17 - CONDITIONS DE PAIEMENT

Le délai de règlement des factures est de trente jours à compter de leur date de réception par le CEA pour les factures respectant les conditions de facturation définies ci-avant.

ARTICLE 18 - SOUS-TRAITANCE

Les conditions de recours à la sous-traitance sont régies par les dispositions de l'article 7 des CGA.



Toute opération de sous-traitance, de premier rang ou de rang supérieur, qu'elle soit décidée avant le commencement des prestations ou en cours d'exécution, est soumise à l'accord préalable et écrit du CEA au moyen du formulaire prévu à cet effet remis dans des délais suffisants.

ARTICLE 19 - PENALITES

19.1 Modalités d'application et plafond

Les pénalités applicables au présent accord-cadre et citées ci-dessous sont :

- toutes cumulables,
- applicables de plein droit et sans mise en demeure préalable, ni autres formalités juridiques ou judiciaires, facturées hors taxes directement par le CEA,
- cumulativement plafonnées à 10 % (DIX POUR CENT) du montant total HT des dépenses effectuées au titre de l'accord-cadre.

19.2 Pénalités pour manquement aux obligations contractuelles

Au titre de la mauvaise exécution de l'accord cadre, les pénalités suivantes seront appliquées au Titulaire :

Manquements aux obligations définies dans les Spécifications Techniques	Montant de la pénalité en euros hors taxes
Retard dans la remise d'un livrable	200 € HT par jour calendaire de retard
Ecartés liés à la qualité ou à l'environnement	1 000 € HT par écart
Ecartés liés à la sécurité	2 000 € HT par écart

Pour le CEA, le
Signature :

Pour le Titulaire, le
Signature :

ANNEXE 1 - PERSONNEL DU TITULAIRE

1. Obligations générales du Titulaire quant à son personnel

Le Titulaire est tenu de respecter et de faire respecter par son personnel, affecté à l'exécution des prestations, objet du présent accord-cadre, les règlements en vigueur dans le Centre où elles sont exécutées, notamment en ce qui concerne l'accès, la discipline, les mesures de sécurité, la surveillance médicale.

Le Titulaire se conforme notamment :

- aux instructions générales de sécurité classique applicables aux entreprises extérieures travaillant sur le site où sont exécutées les prestations,
- au Code du travail et en particulier aux dispositions relatives aux travaux réalisés dans un établissement par une entreprise extérieure (art L. 4511-1, art R. 4511-1 et suivants),
- aux règlements édictés par le Centre ou l'établissement CEA concerné en matière de discipline, d'hygiène et de sécurité,

Il est précisé que l'accès au Centre de personnel âgé de moins de 18 ans requiert l'accord de la Direction du Centre (pour le site de Saclay) ou de son délégataire (pour le site de Fontenay-aux-Roses).

2. Habilitation - Certification

Le Titulaire s'engage à fournir à la Direction du CEA Paris-Saclay, préalablement à l'exécution du présent accord-cadre, les certificats et les habilitations requis pour tous ses employés amenés à intervenir sur le site du CEA Paris-Saclay (travaux d'ordre électrique, conduite des appareils de levage et des engins de manutention, etc.) et signaler toute modification intervenant en cours d'année. Le CEA décline toute responsabilité délictuelle à l'occasion de dommages causés par les employés du Titulaire dépourvus d'habilitation.

3. Accès au Centre

3.1 *Demande d'accès (Laissez-Passer Entreprise Extérieure Prestataire)*

L'accès du personnel du Titulaire est subordonné à la remise d'une demande d'autorisation d'accès aux centres du CEA (DAASC) accompagnée de l'ensemble des pièces justificatives en format original et à l'obtention d'un avis de sécurité.

En conséquence, pour toute arrivée de personnel et quel que soit le statut contractuel de l'employé (CDI, CDD, intérimaire), le Titulaire doit procéder aux démarches mentionnées ci-dessous dans les délais suivants :

- 4 semaines avant l'entrée en vigueur de l'accord-cadre pour le personnel de l'Union Européenne (U.E.),
- trois mois avant l'entrée en vigueur de l'accord-cadre pour le personnel hors Union Européenne (U.E.).

3.2 *Liste des employés du Titulaire*

Dans les délais visés au 3.1 ci-dessus, le Titulaire transmet au Chef d'installation le formulaire de DAASC dûment complété pour chaque employé et confirme au Chef d'installation la liste des employés chargés de l'exécution des prestations pour l'établissement des fiches professionnelles nominatives (FPN).

Le Titulaire fait connaître au CEA les nom, prénom, date et lieu de naissance, nationalité et qualification des employés qu'il affectera à l'exécution des travaux faisant l'objet du présent accord-cadre.

En cas d'utilisation par le Titulaire, ou ses sous-traitants, de personnel intérimaire dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre, le Titulaire s'engage à présenter au Chef d'installation, en complément des éléments ci-dessus, l'accord-cadre d'intérim de chaque employé.

La liste du personnel ainsi communiquée au CEA pour autorisation d'accès sera établie de telle sorte qu'un nombre suffisant d'employés soient munis de l'autorisation d'accès afin que le Titulaire puisse faire face à ses obligations.

Le Titulaire s'engage à n'utiliser que le personnel ainsi autorisé, et à retirer, sans délai, tout employé dont l'autorisation est refusée ou annulée par le CEA sans qu'elle puisse arguer de ce fait pour excuser quelque défaillance que ce soit dans ses obligations.

3.3 *Délivrance du badge d'accès*

Dans les délais visés au 3.1 ci-dessus, le personnel du Titulaire devra se présenter à l'entrée du Centre CEA concerné au niveau de l'accueil des entreprises muni des pièces suivantes :

Pour le personnel de l'Union Européenne :

- le formulaire CEA de Demande d'Accès (DAASC) dûment complété (le Titulaire doit gérer les échéances et les demandes de renouvellement éventuel des DAASC),
- une pièce d'identité en cours de validité (carte d'identité, passeport ou carte de séjour),
- l'attestation d'aptitude médicale aux nuisances définies sur la fiche de poste délivrée par le Service Médical du Titulaire, en cours de validité correspondant au classement radiologique.

Pour le personnel hors Union Européenne :

- le formulaire CEA de Demande d'Accès (DAASC) dûment complété (le Titulaire doit gérer les échéances et les demandes de renouvellement éventuel des DAASC) accompagné d'une photographie;
- le titre de séjour,
- l'original du certificat d'aptitude médicale aux nuisances définies sur la fiche de poste délivré par le Service Médical du Titulaire, en cours de validité.

Conformément à l'article 6 du règlement intérieur, le badge d'accès est strictement personnel et doit être restitué lors du départ.

3.4 *Retrait du droit d'accès et de personnel du Titulaire*

Le CEA se réserve le droit à tout moment de retirer le droit d'accès d'un employé du Titulaire, auquel cas, il notifiera sa décision au Titulaire, sans préavis, sans que ce dernier puisse arguer de ce fait en cas d'inexécution ou de mauvaise exécution totale ou partielle de ses obligations prévues à l'accord-cadre.

Le Titulaire devra avertir le CEA 15 jours à l'avance, avant tout retrait d'un des employés normalement affecté à l'exécution de l'accord-cadre.

Tout retrait du personnel du Titulaire doit s'accompagner de la restitution du badge d'accès (sauf s'il y a d'autres accès pour d'autres marchés/accords-cadres au même moment sur le même centre).

Ce préavis a pour but de permettre au CEA de mettre en œuvre ses procédures internes, conformément à la convention du travail.

4. Traitement des données personnelles des salariés du Titulaire

Toutes données personnelles des employés du Titulaire collectées, détenues ou autrement traitées par le CEA dans le cadre du présent accord-cadre respecteront la législation applicable en matière de protection des données, en ce compris mais sans s'y limiter, le Règlement Général sur la Protection des Données (Règlement EU 2016/679) (le « RGPD »). En conséquence, le CEA aura en charge de :

- mettre en place les mesures technologiques et organisationnelles nécessaires pour s'assurer de la protection des données collectées et le cas échéant traitées dans le cadre du présent accord-cadre,
- traiter les données personnelles comme des informations confidentielles appartenant au Titulaire et uniquement traiter lesdites données pour permettre l'entrée du personnel du Titulaire sur le site du CEA et, si nécessaire, délivrer les badges d'accès, gérer les droits d'accès aux installations et éventuellement aux moyens informatiques et techniques auxquels ils devront accéder, vérifier les titres, permis et habilitations nécessaires à leur activité sur ce site, et faire réaliser l'enquête administrative destinée à vérifier qu'aucun fait les concernant n'est incompatible avec l'accès envisagé sur le site,
- s'assurer que toutes personnes autorisées à accéder aux données personnelles sont soumises à une obligation de confidentialité et bénéficient d'une formation adéquate pour se conformer à cette obligation,
- et conserver une traçabilité du traitement des données en conformité avec l'article 30 du RGPD.

5. Inspection commune préalable (ICP)

Conformément aux dispositions de l'article R. 4512-2 du Code du travail, une Inspection commune préalable sera organisée préalablement avant l'ouverture du chantier dans les conditions fixées à l'article 14.1 des CGA.

Cette réunion servira en particulier à élaborer un Plan de Prévention.

ANNEXE 2 - MODELE DE BON DE COMMANDE POUR LES PRESTATIONS SUR BORDEREAU DE PRIX OU UNITES D'ŒUVRE (BPU)

Bon de commande N° ...					
accord-cadre n° 4000xxxxx		Titulaire :			
N° UO	Objet	Coût unitaire (€ HT)	Quantité	Montant (€ HT)	Délais T0* +
Montant total : € HT					
Commentaires : T0* étant la date de signature du BDC.....					
		CEA			
NOM					
DATE					
SIGNATURE					

Les prestations sont réalisées à titre forfaitaire. Le Titulaire ne pourra engager de BPU au-delà des quantités et des montants indiqués sur le bon de commande sans autorisation préalable et écrite du CEA, sous peine de non-règlement des dépenses excédentaires.